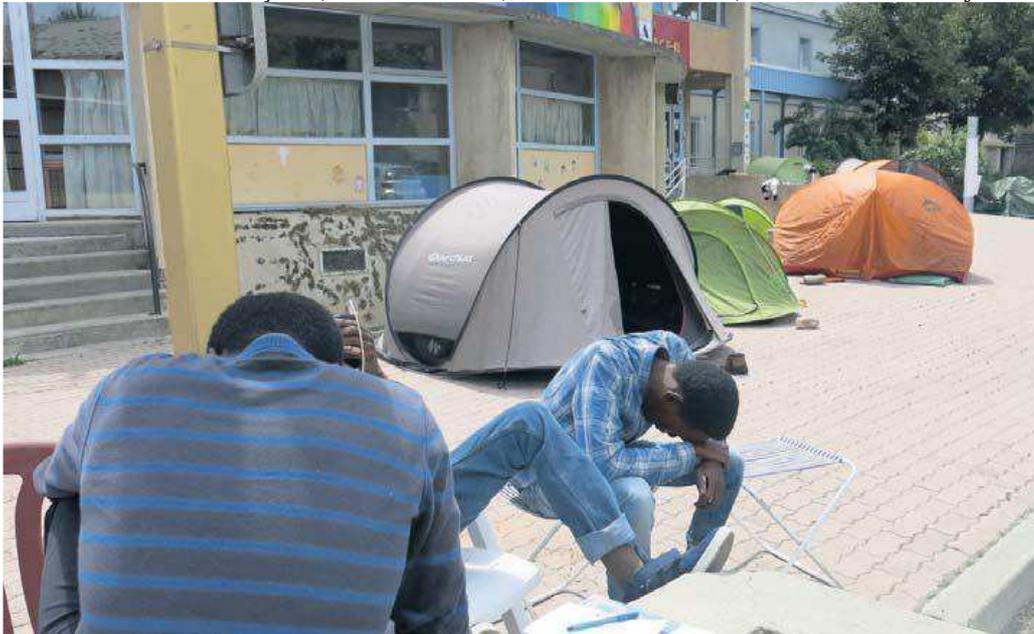


ACCUEIL DES RÉFUGIÉS

Dans les Alpes, la montagne accouche d'une belle solidarité

ÉMILIE URBACH BRIANÇON (HAUTES-ALPES), ENVOYÉ SPÉCIAL (dans l'Humanité du 14 juin 2017).



Depuis une semaine, quinze exilés sont en grève de la faim à Briançon. Leur but ? Pouvoir déposer leur demande d'asile en France. Ils sont soutenus par une population solidaire et active qui refuse de voir la région devenir un cimetière.

Depuis une semaine, ils ont décidé de retourner à la rue et d'arrêter de s'alimenter. Ils étaient une quinzaine, samedi matin, à émerger de leurs sacs de couchage et de leurs tentes dressées devant la maison des jeunes et de la culture (MJC) de Briançon. Quinze exilés qui depuis sept mois attendent de pouvoir demander l'asile en France, comme le leur avaient promis les autorités françaises, lorsqu'ils ont accepté de quitter le camp de fortune situé près du métro Stalingrad, à Paris. « Pourquoi nous avoir dit "Bienvenue" et aujourd'hui nous forcer à partir ? » demande l'un d'eux, les yeux jaunis par la fatigue et la faim. Ahmad, Selim, Abdelazim et douze autres Soudanais ont le sentiment d'avoir été trahis. Ils souhaitent pouvoir s'inscrire comme demandeurs d'asile mais, depuis la fin du mois de mars, plusieurs d'entre eux ont commencé à recevoir les courriers préfectoraux leur demandant de quitter le territoire. Parmi les seize personnes concernées par cette stricte application des accords de Dublin, un jeune Soudanais a même déjà reçu son billet d'avion. Il devait quitter le territoire en début de semaine. Aussi, la population du Briançonnais a décidé de le cacher.

Car, pour la municipalité de Briançon, le milieu associatif et les centaines de citoyens solidaires de ces vallées alpines, c'est aussi une trahison. Ici, l'accueil des étrangers participe au maillage social depuis des années. « En plus de ceux que nous accueillons au sein du centre d'accueil et d'orientation (CAO NDLR), entre dix et quinze personnes arrivent chaque semaine par les montagnes, dont 40 % de mineurs isolés », indique Karine, conseillère sociale et juridique au sein de la MJC, qui, depuis plus de dix ans, a mis en place une « mission d'accueil pour les étrangers ».

LA JEUNE ORGANISATION TOUS MIGRANTS RASSEMBLE AUJOURD'HUI PLUS DE 200 ADHÉRENTS

La ville s'est d'abord portée volontaire, en novembre 2015, pour l'ouverture d'un centre de répit où sont arrivés une vingtaine d'exilés en provenance de Calais. Tous ont été régularisés depuis. Cette expérience réussie, la municipalité a renouvelé sa candidature lorsque le gouvernement a mis en place les CAO. À l'été 2016, un centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada) de 70 places a même été créé dans le Briançonnais.

Cet engagement des élus municipaux s'appuie sur celui des travailleurs sociaux de la MJC. Cette dernière trouve, pour sa part, d'importants relais au sein de la population et du milieu associatif.

Deux groupes de citoyens se sont structurés pour l'accompagnement et l'hébergement d'urgence des exilés. Le réseau Welcome s'occupe de prendre en charge ceux qui peuvent s'inscrire dans un parcours institutionnel d'accès aux droits.

«JE PRÉFÈRE ÊTRE INCULPÉ POUR AVOIR TRANSPORTÉ DES ÉTRANGERS QUE POUR NON-ASSISTANCE À PERSONNE EN DANGER.» JEAN-PAUL BOREL CONSEILLER MUNICIPAL FRONT DE GAUCHE

Le réseau Hospitalité, lui, prend en charge tous ceux qui sortent des dispositifs légaux ou qui n'ont pas encore pu y accéder. Cet élan collectif se coordonne au sein d'un collectif d'abord nommé Pas en notre nom, qui s'est constitué en association, en janvier dernier, sous le nom de Tous migrants. La jeune organisation rassemble aujourd'hui plus de 200 adhérents et près de 700 personnes inscrites à sa newsletter.

Mais le gouvernement semble décidé à casser cette dynamique. «Les forces de l'ordre multiplient les actes d'intimidation », tempête Michel Rousseau, responsable de Tous migrants, attablé dans un bar en face du campement des grévistes de la faim. Il évoque plusieurs enquêtes ouvertes ces dernières semaines à l'encontre de citoyens solidaires, pour «aide au séjour et à la circulation de personnes en situation irrégulière». «Un délit inventé par le gouvernement Daladier en 1938», rappelle le militant. «Je préfère être inculpé pour avoir transporté des étrangers que pour non-assistance à personne en danger, reprend pour sa part, Jean-Paul Borel, conseiller municipal Front de gauche de Briançon.

Dans nos montagnes, il n'y a pas de passeurs, mais des citoyens qui refusent de laisser des gens mourir dans la neige. Si l'État pense militariser le Briançonnais, comme il le fait dans la vallée de la Roya, il faut qu'il sache que la population ne laissera pas faire. Pour les montagnards, les cols sont des lieux de passage, pas des frontières.» Pour lui, c'est le gouvernement qui est dans l'illégalité. Il évoque l'arrêt de la prise en charge des mineurs isolés par le conseil départemental et les événements survenus le 23 mai dernier, à quelques kilomètres de là, à Montgenèvre.

La police aux frontières (PAF) organise, ce jour-là, le renvoi forcé de six étrangers vers l'Italie. Un rassemblement de solidarité se constitue à la frontière. Le véhicule de police transportant les malheureux fonce alors sur la voie de gauche, là où les citoyens solidaires se trouvent. Une personne est heurtée, heureusement sans gravité. «Si l'État s'entête à organiser des renvois massifs vers l'Italie, la situation va devenir conflictuelle», prévient Gérard Fromm, le maire socialiste de Briançon.

5 C'EST LE NOMBRE DE JOURS (ENTRE LE 22 ET LE 26 JUIN) QUE DOIT DURER LA MARCHÉ ORGANISÉE ENTRE BRIANÇON ET GAP PAR L'ASSOCIATION TOUS MIGRANTS, POUR LE DROIT D'ASILE. DES MARAUDES NOCTURNES DANS LA NEIGE POUR ÉVITER LES DRAMES

Ici, en effet, impossible d'abandonner les exilés à leur propre sort. Tout l'hiver, les professionnels de la montagne, par exemple, ont spontanément organisé des maraudes nocturnes dans la neige pour éviter les drames. Chaque nuit où il y a danger de mort à cause d'une tempête de neige ou de risques d'avalanche, deux d'entre eux partent, les sacs remplis d'eau chaude et de vêtements secs. «On laisse de quoi se réchauffer dans les cabanes pastorales et on patrouille», explique Anne, une accompagnatrice en montagne qui abrite, elle aussi, deux jeunes demandeurs d'asile dans un village voisin. «Quand tu tombes sur cinq personnes gémissantes couchées dans la neige, tu agis parce que c'est obligatoire, expliquet-elle, la gorge serrée. Il y a ceux qui les sauvent en mer, nous, on les sauve en montagne.» Ici, tous refusent que les Alpes deviennent un cimetière, comme c'est malheureusement trop souvent le cas de la Méditerranée. Samedi matin, Anne est parmi les premières à venir relayer ceux des citoyens solidaires qui ont passé la nuit aux côtés des exilés devant la MJC. En grève de la faim depuis six jours, ce lundi, certains ont même arrêté de boire. « Si je rentre en Italie, ils me renverront au Soudan, explique Ahmad. Je préfère mourir ici. »

22 C'EST LE NOMBRE DE JOURS DE GRÈVE DE LA FAIM DE QUATRE BÉNÉVOLES, REFUSANT L'EXPULSION DE DEMANDEURS D'ASILE DU CAO D'EMBRUN (05).

EXPULSIONS IMMINENTES VERS L'AFGHANISTAN

Gérard Collomb vide les centres d'accueil et d'orientation (CAO), veut expulser les demandeurs d'asile « dublinés », mais il pourrait renvoyer certains exilés vers des pays en guerre... Quelques mois après la très discrète signature d'un accord entre l'UE et l'Afghanistan pour faciliter les expulsions de déboutés du droit d'asile, six personnes retenues au centre du Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne) sont menacées d'un retour sous les bombes et la terreur. Une situation dénoncée avec force par la Cimade.

COLLOMB PRO-DUBLIN « LES PERSONNES DONT LA DEMANDE D'ASILE RELÈVE D'UN AUTRE ÉTAT MEMBRE DOIVENT ÊTRE RÉADMISES DANS CET ÉTAT. » GÉRARD COLLOMB, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. LES DEMANDES DU RÉSEAU HOSPITALITÉ LE RÉSEAU HOSPITALITÉ, QUI REGROUPE UNE QUARANTAINE DE COLLECTIFS DE SOLIDARITÉ EN PACA, S'EST RÉUNI LE 3 JUIN À GAP. IL EXIGE UN MORATOIRE SUR LES ACCORDS DE DUBLIN ET LE DROIT POUR TOUS LES EXILÉS DE DEMANDER L'ASILE DANS LE PAYS DE LEUR CHOIX.



Se sentant trahis par les autorités françaises, les migrants ont décidé, depuis une semaine, de camper devant la MJC de Briançon et d'arrêter de s'alimenter, en signe de protestation contre les reconductions à la frontière. Yoann Gavaille/MaxPPP/Photo PQR/Le Dauphiné



Victime du froid, Mamadou, jeune réfugié malien, protégé par les solidaires briançonnais, a dû être amputé des deux pieds après s'être perdu, en mars 2016, dans les montagnes enneigées, alors qu'il cherchait à passer la frontière franco-italienne. Marianne Chaud

Les pas perdus de Mamadou

Refoulé par la police à la frontière franco-italienne, ce réfugié malien a été amputé des deux pieds après s'être perdu en montagne en plein hiver.

Par la fenêtre, les montagnes vertes et leurs cimes enneigées. Au sol, deux paires de chaussures de sport. Sur son lit, la couverture jaune brodée par sa mère, au Mali. Mamadou a 28 ans. Il vit depuis un an dans cette chambre du centre de rééducation Rhône-Azur de Briançon. Son visage rayonne, le plus souvent, d'un sourire rempli de reconnaissance. Par moments aussi, il se referme, massant ses cuisses musclées, les jambes allongées et le regard figé sur leurs extrémités... amputées.

Mamadou commence son parcours d'exil en 2010, bien loin des Alpes, où la neige lui a brûlé les pieds. Il fuit son pays et les attaques terroristes. En octobre 2011, en Libye, il monte dans un canot pneumatique. Sauvé de la noyade par les gardes-côtes italiens, on lui délivre, à Naples, un titre de séjour et un passeport Schengen. Il décide alors de rejoindre son oncle, à Paris. L'hiver 2016, il retourne en Italie pour faire renouveler ses papiers. On lui accorde un titre de séjour de cinq ans, mais, cette fois, pas de passeport. Mamadou décide cependant de rentrer à Paris, en train.

Dix kilomètres après la frontière italienne, en gare de Modane (Savoie), les agents français de la police au frontière (PAF) font leur besoin. Mamadou est arrêté, ainsi qu'Ousmane, un autre exilé de 17 ans. Ils sont reconduits, en dehors de tout cadre légal, de l'autre côté de la frontière.

Il fait froid et il neige. Les deux jeunes, peu couverts, décident néanmoins de franchir, à pied, la montagne. La nuit tombe et ils se perdent. Le vent souffle, et les flocons redoublent quand ils tombent dans un trou. Aux premières lueurs, Mamadou parvient à se hisser hors de l'ornière.

Ousmane, lui, n'arrive plus à marcher et convainc son compagnon de continuer seul. Vers 10 heures du matin, le jeune Malien frigorifié rencontre une skieuse. Elle le conduit jusqu'à la route la plus proche, appelle la gendarmerie, qui se lance à la recherche d'Ousmane et arrête une voiture. Mamadou arrive à Briançon et rejoint seul l'hôpital. Sur place, le médecin lui annonce que ses orteils sont morts.

«Je ne savais pas que la neige pouvait brûler, explique Mamadou. Je sentais des picotements dans mes pieds. Je pensais que j'allais me réchauffer et que ça irait.» Il passe à huit reprises sur la table d'opération, en vain. Il faut l'amputer. Au centre, les premières semaines, le jeune Malien reçoit chaque matin la visite d'agents de la PAF. Qui veulent savoir s'il va bien... pour pouvoir l'expulser.

Mais il n'a plus de nouvelles d'Ousmane. À Grenoble, ce dernier aurait été amputé des deux mains. Mamadou n'a toujours pas été régularisé. Il doit fournir une copie de son passeport malien. Mais les autorités de son pays ne semblent guère pressées de la lui fournir. C'est pourtant ici, dans les Alpes, qu'il voudrait commencer à rêver d'avenir. E. U.